



RÉUNION du Comité National du 26 Mars 2026

Mme L'Administratrice Générale, Mesdames et Messieurs les Directeurs,

Le projet de réacteur Jules Horowitz (RJH) a été lancé sur la base d'un coût estimé à 500 millions d'euros. Aujourd'hui, son coût à terminaison avoisine les 6 milliards d'euros.

La question est simple : qui paie ?

La réponse l'est tout autant : les salariés.

Depuis 2009, soit 17 ans, la valeur du point d'indice est gelée.
Dans le même temps, l'inflation cumulée atteint près de 29 %.

Les augmentations générales pérennes (AGP), limitées à 4 %, n'ont été qu'un emplâtre sur une jambe de bois.
Le résultat est sans appel : 25 % de pouvoir d'achat envolés sur 17 ans.

Pendant ce temps, la masse salariale s'établit à environ 1,2 milliard d'euros par an, pour un budget global du CEA d'environ 6 milliards d'euros.

En tablant sur une mise en exploitation complète du RJH en 2035, cela fera 26 ans de période inflationniste au total sans impact sur la valeur du point. 1

Sans compter sur les répercussions économiques de la crise actuelle dans les mois à venir, la projection de l'inflation sur 26 ans appliquée à un budget annuel de 1,2 milliard d'euros de masse salariale conduit à une évaluation de 6 milliards d'euros perdus sur les salaires du fait de l'inflation non compensée.

6 milliards d'euros.

C'est-à-dire, très concrètement et à peu de choses près, **le coût du RJH.**

Il faut avoir le courage de dire les choses :

ce projet a été financé, en grande partie, par le sacrifice du pouvoir d'achat des salariés du CEA.

Ce n'est pas un accident.

C'est le résultat de choix budgétaires assumés, où la variable d'ajustement a été, année après année, la rémunération des personnels.

Aujourd'hui, on nous oppose la "fongibilité asymétrique" pour expliquer qu'il serait impossible d'agir en sens inverse, c'est-à-dire que les budgets projet et programme financent maintenant à leur tour les salaires.

Mais cette règle n'a rien d'une loi naturelle.

Elle est le produit de décisions politiques et administratives, et ce qui a été fait peut être défait.



D'ailleurs, l'ancien administrateur général lui-même avait reconnu en comité national la nécessité de corriger cette trajectoire en évoquant un fléchage des budgets projets et programmes vers la rémunération. Il nous avait même annoncé, toujours en comité national, qu'il allait solliciter l'application de ce principe en intervenant auprès des Ministères de tutelle.

Nous demandons donc clairement un retournement immédiat de logique :

si les salariés ont financé les projets hier, **les projets doivent aujourd'hui financer les salariés.**

Car la situation devient intenable.

Au moment même où le Président de la République appelle à un renforcement massif du nucléaire, civil comme de défense, au moment où le CEA est présenté comme un acteur stratégique de premier plan, **les salariés, eux, continuent de s'appauvrir.**

Et la réponse apportée aujourd'hui ? **Une NAO en berne.**

Sur le terrain, la réalité est déjà là : désengagement, perte de sens, démotivation.
Une forme de démission silencieuse s'installe.

Ce n'est ni un hasard, ni un caprice.

C'est la conséquence directe de 17 années de déni.

2

On ne peut pas exiger toujours plus des salariés tout en leur donnant toujours moins.

Il y a un moment où l'addition sociale se présente.

Et nous y sommes.